

Intervention de Hassen NASSI, secrétaire général de la fédération THCB CGT – 02/12/2025 - Extraits.



" Dans la maroquinerie, dans le textile, et bien sûr dans la blanchisserie industrielle, que ce soit dans l'Ain, chez KALHYGE, chez TORAY, chez HERMÈS ou sur tant d'autres sites partout en France, on observe la même logique de pressions, de répressions, et de reculs sociaux.

Ce ne sont pas des cas isolés, camarades : c'est un système.

Un système pensé pour museler les voix syndicales, casser les collectifs de travail et empêcher l'expression légitime des revendications des salariés.

Nous sommes face à une recrudescence alarmante de la répression patronale et des discriminations syndicales. Les directions multiplient les intimidations, les sanctions, les mutations forcées, les pressions psychologiques.

Licenciements abusifs, traitements dégradants, discriminations assumées, voilà la réalité du terrain !

Ces méthodes n'ont qu'un but : instaurer la peur et tenter de faire taire celles et ceux qui défendent les droits de leurs collègues.

Ces pratiques sont non seulement indignes, mais elles sont contraires au droit du travail, et constituent une attaque directe contre les droits fondamentaux des salariés.

Dans la blanchisserie, secteur déjà parmi les plus mal rémunérés, la situation devient explosive. Pendant qu'ils sanctionnent, qu'ils intimident, qu'ils tentent d'isoler les élus, la réalité sociale est dramatique : cadences intenables, pénibilité extrême, chaleur, humidité, bruit, exposition chimique, TMS et accidents du travail. Voilà ce que vivent, chaque jour, des milliers de salariés. C'est un secteur miné par une concurrence fondée sur le dumping social, et continuellement alimentée par ELIS le numéro 1, qui tire tout vers le bas.

Si aujourd'hui, nous sommes réunis ici à BOURG EN BRESSE, c'est parce qu'un seuil grave a été franchi depuis le rachat de KALHYGE. La direction ANETT a fait un choix clair : celui d'engager une véritable stratégie de répression ciblée : pression, intimidations systématiques, mises à pied, sanctions abusives.

Et nos camarades visés ne sont pas choisis au hasard : Ludovic, Délégué Syndical Central, Fatiha, secrétaire du syndicat, ainsi que plusieurs représentants CGT actifs.

Nous voyons très bien la manœuvre : éliminer la CGT, unique rempart collectif contre les suppressions d'emplois et les restructurations à venir. Car avec le rachat de KALHYGE, des sites sont en doublon, des emplois sont menacés, et la direction d'ANETT veut pouvoir tailler dans les effectifs sans rencontrer d'opposition.

Eh bien, camarades, nous avons un message simple à leur adresser :
Nous ne nous laisserons pas faire ! Et nous ne céderons pas !

Plus que jamais, camarades, la solidarité est notre force. Plus que jamais, nous devons faire front commun.

Parce que ce combat n'est pas seulement celui de quelques élus. C'est le combat de tous les salarié·es, contre un modèle économique basé sur le dumping social, la pénibilité extrême et le mépris.

C'est le combat pour la dignité. Pour nos emplois. Pour nos droits. Pour notre avenir.

Camarades, ce n'est qu'ensemble que nous ferons reculer la répression patronale.

Et je le dis avec force :

Lorsqu'on s'attaque à un militant de la CGT, c'est toute la CGT que l'on attaque ! "